



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE NEW DELHI

N° 14 – Du 9 au 15 avril 2021

En bref

Afghanistan : 23 M USD de subventions de l'USAID accordées aux agriculteurs.

Bangladesh : Possible emprunt de 1,24 Mds USD pour financer l'achat de vaccins. 3^{ème} tranche du programme triennal d'appui budgétaire prochainement signée par la Banque mondiale. Taux de provisions très insuffisant pour les banques publiques fin 2020. Février : 342 M USD collectés dans le fonds de soutien aux investissements des banques.

Bhoutan : Redéfinition des priorités du 12^{ème} plan quinquennal (2018-2023). Augmentation de l'inflation en janvier. L'avance pour acquisition de matériel augmentée à 20%.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Contraction de l'indice de production industrielle en février (à -3,6 %). Progression de l'inflation en mars (+5,5 %). Hausse des IDE de 15 % en g.a. en avril-janvier.

Finances publiques : Taxes indirectes en hausse de 12 % en 2020/21, mais diminution de la GST et des taxes directes. La dette de la FCI réglée par le gouvernement. *Secteur bancaire et marchés financiers* : Mise en place pour un an par la RBI d'une Autorité de révision des réglementations. Hausse des taux obligataires après l'achat de la première tranche du G-SAP. *Politique commerciale* : Reprise des négociations avec l'UE en mai. Diminution du trafic de 4,6 % en 2020/21 dans les 12 premiers ports indiens. *Autres informations* : Les confinements localisés, une perte hebdomadaire de 1,25 Mds USD.

Maldives : Effondrement du PIB de -32 % sur l'année, dont -30,5 % au 4^{ème} trimestre. Hausse sensible des prévisions de croissance par le FMI, à +18,9 % en 2021.

Népal : Le potentiel d'exportations évalué à près de 9 Mds USD par la Banque mondiale. Augmentation des remises d'expatriés au terme des huit premiers mois de l'exercice budgétaire en cours. Importants délais dans la construction de l'aéroport international de Pokhara.

Pakistan : Les réserves de la Banque centrale atteignent 16,1 Mds USD et 3,4 mois d'importation. Les transferts des travailleurs expatriés en hausse de 26,2 %. Possible prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette par le G20 et le Club de Paris. La Banque centrale maintient ses estimations de croissance à 3 % en 2020/21. Le gouvernement fédéral approuve un plan budgétaire pour les trois prochains exercices. La production manufacturière à grande échelle (LSM) augmente de 7,5 %. Hausse des ventes et de la production dans le secteur automobile.

Sri Lanka : Signature d'un prêt de 500 M USD avec la Banque chinoise de développement. Réduction des prévisions de croissance du FMI, à +4 % pour 2021. Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL).

Afghanistan

23 M USD de subventions de l'USAID accordées aux agriculteurs

Le ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Élevage (MAIL) a annoncé qu'il allait accorder des prêts à 7 000 agriculteurs afghans au cours de l'année calendaire en cours, par le biais du Fonds de développement agricole (FAD), un programme mené et financé par les États-Unis. Selon les chiffres fournis par le MAIL, plus de 1,5 Mds AFN (environ 19 M USD) ont été accordés sous forme de prêts à 6 000 agriculteurs afghans dans le cadre du programme FAD.

Bangladesh

Possible emprunt de 1,24 Mds USD pour financer l'achat de vaccins

Le Bangladesh négocie deux prêts destinés à l'achat de vaccins anti-Covid auprès de la Banque asiatique de développement (BAsD), 940 M USD, et de la Banque Européenne d'Investissement, 250 M EUR. La BAsD a proposé 470 MUSD en prêt concessionnel (2% annuels) et 470 M EUR aux conditions du marché (OCR). Les négociations doivent être conclues avant fin avril. La Banque mondiale a déjà accordé un prêt de 500 M EUR fin mars dernier qui permettra de vacciner 54 M de personnes, soit 31% de la population. Les doses seront achetées via la *Covid-19 Vaccine Global Access Facility* (COVAX).

3ème tranche du programme triennal d'appui budgétaire prochainement signée par la Banque mondiale

La 3ème tranche du programme d'appui budgétaire triennal sera signée avant fin avril pour un décaissement avant fin juin prochain, à la clôture de l'exercice budgétaire 2020/2021. Deux conditionnalités suspensives (présentation

d'une *National Skills Development Policy* et adoption de la *Daycare Law*) ont enfin été levées après un an de retard. Le programme est financé par un prêt d'un montant de 750 M EUR avec un intérêt annuel de 2 % et une maturité de 30 ans (5 ans de grâce) et a été accordé en 2018, sous la forme de trois tranches (2018, 2020 et 2021).

Taux de provisions très insuffisant pour les banques publiques fin 2020

Fin 2019, les 6 banques commerciales publiques (SOCB) affichaient un défaut de provisions de 197 Mds BDT pour un excédent de 1,4 Mds BDT pour les trois banques d'Etat spécialisées (SCB). Fin 2020, malgré les facilités accordées, ces banques avaient toujours un défaut de provision significatif (-49,2 Mds BDT) contre -1,7 Mds BDT pour les trois banques spécialisées. Dans le même temps, le montant des prêts en souffrance (*classified loans*) est resté quasiment à l'identique, avec fin 2020, 422,7 Mds BDT (5,2 Mds USD) pour les SOCB et 40,6 Mds BDT pour les SCB (542 M USD). Les 6 banques publiques ont même fin 2020 davantage de prêts en souffrance que les 44 banques privées, qui ont su maintenir un niveau élevé de provisions, avec un excédent global de 46 Mds BDT.

Bhoutan

Redéfinition des priorités du 12ème plan quinquennal (2018-2023)

La Commission du bonheur national brut (GNHC) a révisé les montants en investissement de 116,2 à 117,2 Mds BTN (15,7 Mds USD) pour tenir compte des priorités urgentes en réponse à la pandémie de Covid-19. Le budget des organes constitutionnels a été révisé de 1,6 Mds à 927 M BTN, grâce à une modification des priorités, comme la construction d'infrastructures ou celle de tribunaux, de résidences et de bureaux régionaux. Le budget des collectivités locales n'a en revanche, pas été révisé (50 Mds BTN). Pour rappel, la mise en œuvre effective du 12ème plan n'a commencé qu'à partir de la deuxième année de la période, la première année du plan étant

axée sur les travaux préparatoires et l'achèvement des retombées du 11^{ème} plan.

Augmentation de l'inflation en janvier

L'Indice des prix à la consommation (IPC) pour le mois de janvier 2021 a augmenté de 9 % en glissement annuel, selon le Bulletin IPC de mars 2021 publié récemment par le *National Statistics Bureau* (NSB). Le taux d'inflation est supérieur de 1,25 points de pourcentage au taux enregistré le mois précédent de décembre (7,7 %). Selon le rapport, le prix des légumes, de la viande, des produits laitiers et des boissons alcoolisées contribue largement à la hausse.

L'avance pour l'acquisition de matériel augmentée à 20%

Le ministère des Finances (MoF) a augmenté le paiement anticipé de mobilisation de matériel aux entrepreneurs de 10 à 20 % du prix du contrat. L'avance de mobilisation sera versée lors de la signature du contrat et de la remise de la garantie de bonne exécution, selon la notification entrée en vigueur le 23 mars. Selon le ministre des Finances Namgay Tshering, l'augmentation de l'avance de mobilisation aiderait les entrepreneurs à un moment où la mobilisation des matériaux constitue un défi.

Inde

Indicateurs macro-économiques

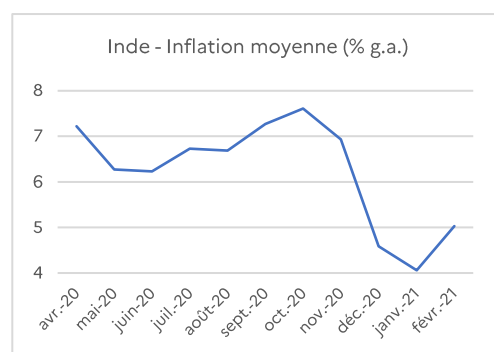
Contraction de l'indice de production industrielle en février (-3,6 %)

Pour le deuxième mois consécutif, l'IIP diminue, de 3,6 % en g.a. en février après -0,9% en janvier et +5,2 % en février 2020. Le secteur le plus touché est l'industrie minière (5,5 %) et manufacturière (-3,7 %). L'activité minière enregistre ainsi son cinquième mois de diminution. Pour ce qui est de la production de biens de consommation durables et non durables, l'IIP se maintient à +0,2 %, mais l'indice de production des infrastructures et de la construction chute de 4,5 % ainsi que la

production de biens primaires et intermédiaires (respectivement -5,1 % et -5,6 %). Enfin la production d'électricité reste stable avec +0,1 %.

Progression de l'inflation en mars (+5,5 %)

L'inflation progresse et atteint 5,5 % en glissement annuel, contre 5,0 % en février. La hausse des prix est plus visible en ville (+6,5 %) qu'en campagne (+4,6 %). Cette reprise de l'inflation, un pic de quatre mois, est imputable à la hausse des prix du carburant (4,5 %) et des produits alimentaires (5,2 %). En mars, l'inflation est ainsi supérieure aux prévisions. Elle s'éloigne par ailleurs de la cible de la Banque centrale (RBI) de 4 % (+/- 2 %). Pour le quatrième trimestre de l'exercice (avril-mars), l'inflation se rapproche de la prévision de la RBI à 4,9 % contre 5 % anticipés. L'inflation moyenne pour 2020/21 s'établit donc à 6,2 % contre 4,8 % en 2019/20, ce dépassement de la cible de la RBI s'explique en grande partie par la pandémie et la rupture des approvisionnements. La *Yes Bank* anticipe pour 2021/22 une inflation de 5 %. Enfin l'inflation des prix de gros atteint 7,4 %, un plus haut depuis 8 ans.



Hausse des IDE de 15 % en g.a. en avril-janvier

Les investissements directs étrangers (IDE) entrants entre janvier et avril 2020/21 ont augmenté de 15 % en g.a. entre à 72,12 Mds USD, selon les chiffres du ministère du Commerce et de l'Industrie. Plus précisément, les prises de participation ont augmenté de 28 % en g.a. (54,2 Mds USD). Singapour est le premier émetteur d'IDE (prise de participation) en Inde (30,3 %), suivi des Etats-Unis (24,3 %) et des EAU (7,3 %). Les principaux secteurs concernés est

l'informatique qui couvre 45,8 % des IDE en *equity*, suivi par le secteur de la construction (13,4 %) et des services (7,8 %).

Pour ce qui est des IDE sortants, ils atteignent 1,9 Mds USD en mars, en diminution de 1,2 % par rapport à février 2021 et de 50 % par rapport à mars 2020, conséquence de la survenue de la pandémie. Ils sont à 18,9 % composés de prises de participation, à 21,4 % de prêts et à 59,7 % de garanties.

Finances publiques

Taxes directes et indirectes en hausse

Les taxes directes sont en hausse de 5% en glissement annuel pour 2020/21 et atteignent 9 450 Mds INR (126 Mds USD), devant la prévision du Budget 2021/22 de 9 050 Mds INR.

Les taxes indirectes augmentent elles aussi, de 12% en g.a. à 10,7 Mds INR contre 9,5 Mds INR en 2019/20. Parmi elles, les droits de douanes atteignent 1,3 Mds INR en augmentation de 21 % en g.a. et les revenus des droits d'accises augmentent de 58 % à 3,9 Mds INR. La GST de son côté chute cependant de 8 %, à 5,6 Mds INR. La hausse des taxes indirectes s'explique par l'augmentation des revenus des droits de douane ainsi que de la taxation du pétrole et du diesel et la reprise de la consommation pour la seconde moitié de l'exercice. L'augmentation des recettes des droits de douanes a été rendue possible, malgré la diminution des importations, par le relèvement de ces dernières sur des produits comme les caméras, les fibres optiques ou les véhicules automobiles. Les recettes des taxes indirectes sont, par ailleurs, 8 % supérieures à la cible révisée de 9,9 Mds INR (6 % supérieure à la cible pour la GST).

Le revenu total des taxes (directes et indirectes) se monte ainsi à 20 160 Mds INR en 2020/21 (269 Mds EUR), en légère hausse par rapport à 2019/20 soit 20 050 Mds INR, malgré une recette des taxes directes minorée de 10 %.

La dette de la FCI réglée par le gouvernement

La Food Corporation of India a vu ses dettes envers le National Small Savings Fund, épongées par le gouvernement central, comme annoncé

dans la réintégration des lignes extrabudgétaires pour le Budget 2021/22. Seulement, le gouvernement a transféré davantage de liquidités que ce qui avait été initialement prévu soit 4 630 Mds INR contre 780 Mds INR annoncés, ce qui règle l'entièreté de cette dette devenue risquée et met fin à un endettement de 5 ans. Les économistes avaient été rassurés par les bons chiffres des recettes fiscales et anticipaient un déficit moindre que prévu (9,5 % du PIB) mais cet effacement de la dette de la FCI pour 0,6 % du PIB participe à valider cette prévision.

Secteur bancaire et marchés financiers

Mise en place par la RBI d'une Autorité de révisions des réglementations pour un an

La nouvelle RRA (Regulations Review Authority) devrait être opérationnelle pour le 1^{er} mai 2021, selon un communiqué de la Banque centrale (RBI). Elle a pour mission la revue des réglementations et des procédures de mise en conformité et son travail est prévu pour durer un an. Une première RRA avait été créée en 1999 pour un an également.

Hausse des taux obligataires après l'achat de la première tranche du G-SAP

Les taux des obligations à 10 ans ont augmenté de 12 pbb à 6,13 % après l'achat, par RBI et dans le cadre du G-SAP annoncé lors du dernier Comité de politique monétaire, de 25 Mds INR (334 M USD) d'obligations à échéance 2035. Le seuil a été fixé à 6,0317 % contre 6 % anticipés par une étude de *Bloomberg*, ce qui aurait conduit les investisseurs à penser que la RBI ne s'inquiétait pas d'une hausse des taux. Cette hausse pourrait aussi refléter les doutes sur l'efficacité du G-SAP (Government Securities Acquisition Plan) face à la recrudescence des cas de Covid-19 et de l'inflation, plus forte qu'anticipée.

Politique commerciale

Reprise des négociations avec l'UE en mai

La ministre des Finances indiennes a annoncé la reprise des négociations avec l'Union européenne à l'occasion de l'*India-European Leader's Summit*. Ces dernières sont au point mort depuis mai 2013, les parties n'ont pas su s'entendre sur des secteurs cruciaux comme la sécurité des données dans le secteur informatique. Les premières négociations avaient débuté en 2007.

Diminution du trafic de 4,6 % en 2020/21 dans les 12 premiers ports indiens

Selon la *Indian Ports Association*, le trafic est tombé en 2020/21 à 672,6 Mt contre 705 Mt en 2019/20 et 699 Mt en 2018/19. Tous les ports, à l'exception de Paradip (+1,65 %) et Mormugao (+37,1%), ont connu une diminution de leur activité: -18,5 % pour Kamraj et -10 % pour Mumbai et V. O. Chidambaranar.

Autres informations

Les confinements localisés, une perte hebdomadaire de 1,25 Mds USD

Selon un rapport de *Barclays*, les reconfinements décidés dans de nombreuses villes indiennes face à la montée des cas de Covid-19, coûteraient à l'économie 1,25 Mds USD par semaine. Si les restrictions sont maintenues jusque mai, les pertes cumulées s'élèveraient à 10,5 Mds USD et 35 pnb du PIB nominal. Par ailleurs, l'agence de notation *Moody's* a déclaré que la deuxième vague de Covid-19 menaçait ses prévisions de croissance pour l'exercice en cours (13,7 %).

par la pandémie de Covid-19 qui a fortement affecté le tourisme. Au quatrième trimestre 2020, celui-ci a baissé de -30,5 % en glissement annuel, faisant suite à une baisse de -44,2 % au T3. Les secteurs transports/communication, du commerce de gros et de détail et du tourisme, les trois les plus affectés, ont contribué négativement à la croissance du T4 pour respectivement -3,8 %, -2,3 % et -2,1 %. Par conséquent, la part du tourisme dans le PIB a été de 14,3 % au T4 2020 contre 26,6 % au T4 2019, celle de l'administration publique a représenté 12,3 % du PIB (8,5 % au T4 2019), constituant donc les deux principaux contributeurs à l'économie pour ce trimestre. Par comparaison au trimestre précédent (T3 2020), le PIB du T4 2020 a cru de +39 % grâce à la reprise du tourisme en fin d'année.

Hausse sensible des prévisions de croissance par le FMI, à +18,9 % en 2021

Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de +18,9% en 2021 contre une estimation à +12,7% en octobre dernier. Ce chiffre marquerait une très forte reprise de l'activité par rapport à la chute de la croissance en 2020, estimée à -32,2%. Les revenus de l'Etat devraient s'élever à 26,7% du PIB en 2021 (26,4% en 2020). En ce qui concerne les dépenses, celles-ci pourraient atteindre 47,8 % du PIB, soit un niveau égal à 2020. La dette publique est projetée à 139,7 % du PIB pour cette année, soit en légère baisse par rapport au record de 2020 (142,6 %). Quant au déficit budgétaire, il devrait s'établir à -21,1 % du PIB cette année contre -21,4 % en 2020. Le solde du compte courant de la balance des paiements devrait s'améliorer à -19,3 % du PIB en 2021 contre -24,4 % l'an dernier.

Népal

Le potentiel d'exportations évalué à près de 9 Mds USD par la Banque mondiale

Le Népal a un potentiel d'exportation inexploité d'une valeur estimée à 9,2 Mds USD, selon le *Nepal Development Update* de la Banque mondiale, publié chaque année. L'agence de

Maldives

Effondrement du PIB : -32 % sur l'année et -30,5% au 4ème trimestre

Selon le Bureau des statistiques des Maldives, le PIB a chuté -32 % en 2020. Cette chute s'explique

financement multilatérale a déclaré que le Népal pourrait multiplier par douze ses exportations, ce qui représente une opportunité de créer environ 220 000 nouveaux emplois.

Au cours du dernier exercice budgétaire 2019/20 terminé à la mi-juillet, les exportations du Népal se sont élevées à 835 M USD, tandis que les importations ont été évaluées à 10,2 Mds USD dans le même temps, ce qui a entraîné un déficit commercial de 9,4 Mds USD.

Augmentation des remises d'expatriés au terme des huit premiers mois de l'exercice budgétaire en cours

Les envois de fonds ont augmenté de 8,6 % en g.a. pour atteindre 642,1 Mds NPR (53,7 Mds USD) au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, contre 1,5 % à la même période de l'année précédente.

Pourtant, selon un rapport publié par la *Nepal Rastra Bank* (NRB), le nombre de travailleurs népalais a chuté de 74,8 % au cours de la période considérée (contre +24,2 % un an auparavant. De même, le nombre de travailleurs népalais ayant renouvelé leur autorisation d'emploi à l'étranger a chuté de 65,2 % au cours de la période considérée, contre une baisse de 2,7 % au cours de la même période de l'année précédente.

Importants délais de retard dans la construction de l'aéroport international de Pokhara

L'aéroport international de Pokhara voit plus de retard en raison de l'évaluation supplémentaire d'impact sur l'environnement à effectuer pour abattre les arbres et aplatir une colline près de la piste. Selon les responsables du projet, l'évaluation pourrait prendre des mois et la date d'achèvement finale pourrait être repoussée à 2023. Pour rappel, *China CAMC Engineering* a remporté le contrat de construction du projet en mai 2014 et les travaux ont commencé en juillet 2017. Le gouvernement a signé un accord de prêt concessionnel de 216 M USD avec la *China EXIM Bank* en mars 2016 pour financer l'aéroport construit sur un modèle d'approvisionnement en ingénierie et de construction.

Pakistan

Les réserves de la Banque centrale atteignent 16,1 Mds USD et 3,4 mois d'importation

Les réserves brutes de devises étrangères détenues par la *State Bank of Pakistan* (SBP) ont atteint 16,1 Mds USD le 9 avril à la suite de la réception de 2,5 Mds USD empruntés par le biais d'Eurobonds. L'émission obligataire est survenue peu après la réception de 500 M USD issus du décaissement de la troisième tranche du programme FMI (facilité élargie de crédit) approuvé le 24 mars.

Les transferts des travailleurs expatriés en hausse de 26,2 %

Sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21 (juil.-juin), les transferts des travailleurs expatriés atteignent 21,5 Mds USD, contre 17 Mds USD un an plus tôt. Sur le seul mois de mars 2021, les transferts ont augmenté de 43,1% en glissement annuel pour s'établir à 2,7 Mds USD. Sur la période couvrant les neuf premiers mois 2020/21, les transferts ont augmenté de 20 % en provenance d'Arabie saoudite (5,7 Mds USD), de 7,3 % en provenance des EAU (4,5 Mds USD), de 61,8 % en provenance du Royaume Uni (2,9 M USD) et de 52,6 % en provenance des Etats-Unis (1,9 Md USD) et de 49% en provenance de l'Union européenne (1,9 Md USD). Pour rappel, les transferts de travailleurs expatriés avaient déjà atteint leur plus haut niveau historique lors de l'exercice 2019/20 à 23,1 Mds USD.

Possible prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette par le G20 et le Club de Paris

Dans le cadre de la troisième phase (juillet-décembre 2021) de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et du Club de Paris, le Pakistan espère bénéficier d'un allègement de 900 M USD à 1 Md USD. Alors que le montant de l'allègement au titre des deux premières phases de l'ISSD (mai 2020-juin 2021) est estimé à 2,5 Mds USD, la prolongation de

l'ISSD de six mois supplémentaires devrait porter le montant total de l'allégement temporaire à 3,5 Mds USD.

La Banque centrale maintient ses estimations de croissance à 3 % en 2020/21

Alors que les institutions financières internationales prévoient une croissance bien moins significative en raison de la troisième vague de Covid-19 (1,5 % pour le FMI, 1,3 % pour la Banque mondiale), le gouverneur de la Banque centrale (SBP) a réitéré ses projections de croissance pour l'exercice budgétaire 2020/21. La SBP justifie ces prévisions par la hausse des transferts des travailleurs expatriés (+26,2 % sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21), la croissance du secteur de la production manufacturière à grande échelle (+7,5 % sur la période) ainsi que les mesures prises par le gouvernement et la Banque centrale pour limiter les conséquences économiques de la troisième vague. Pour l'exercice 2021/22, la Banque centrale prévoit une croissance de 4 %.

Le gouvernement fédéral approuve un plan budgétaire pour les trois prochains exercices

Présentée par le ministre des Finances, la stratégie budgétaire à moyen terme (de 2021/22 à 2023/24) a été approuvée par le gouvernement. Pour l'exercice budgétaire 2021/22, ce plan prévoit une croissance du PIB de 4,2 % et un déficit budgétaire de 6 %. Ces estimations sont fondées sur une révision à la hausse des fondamentaux pour l'exercice budgétaire en cours. Jusqu'ici fixées à 2,1 %, les estimations de croissance se portent désormais à 2,9 % pour 2020/21. Le déficit budgétaire est quant à lui estimé à 7,9 %. Pour l'exercice budgétaire à venir (2021/22), le gouvernement prévoit une inflation à 8 %, tandis que le déficit de la balance des transactions courantes est quant à lui estimé à 4,7 % du PIB.

La production manufacturière à grande échelle (LSM) augmente de 7,5 %

Selon le Bureau des Statistiques (*Pakistan Bureau of Statistics*), la production LSM a augmenté de 7,5 % sur la période couvrant les huit premiers

mois de l'année fiscale 2020/21 (juil.-juin) en glissement annuel. À la hausse, les secteurs de l'industrie textile (+2,7 %), pharmaceutique (+12,1%), chimique (+10,8 %) et automobile (+14,7%) compensent le recul des secteurs de l'industrie de l'acier (-1,4 %), de l'électronique (-24,4 %), du cuir (-40,5 %), de l'ingénierie (-29,6%) et du bois (-10,7 %). En comparaison du mois de janvier 2020, la production manufacturière à grande échelle a augmenté de 4,9 %.

Hausse des ventes et de la production dans le secteur automobile

Sur la période couvrant les neuf premiers mois de 2020/21, la production automobile a augmenté de 20,1 %, tandis que les ventes ont augmenté de 31,5 % en comparaison de l'année précédente en glissement annuel. Le secteur automobile demeure toutefois affaibli par la pandémie de Covid-19, les volumes des ventes et de la production sur la période considérée étant nettement inférieurs à ceux connus lors de l'exercice 2018/19, respectivement de 37,4 % et de 23,8 %.

Sri Lanka

Signature d'un prêt de 500 M USD avec la Banque chinoise de développement

Le gouvernement de Sri Lanka et la Banque chinoise de développement ont signé le 12 avril un accord portant sur un prêt de 500 M USD. Ce dernier est remboursable sur 10 ans avec une période de grâce de 3 ans. Ce prêt permettra au pays d'accroître ses réserves de change. Celui-ci fait suite à un prêt déjà consenti par la Banque chinoise de développement à Sri Lanka le 18 mars 2020, également d'un montant de 500 M USD. Les réserves de change étaient de 4,1 Mds USD à la fin mars 2021, soit un niveau équivalent à 3 mois d'importation (hors accord de swap de 10 Mds CNY avec la PBoC).

Réduction des prévisions de croissance du FMI, à +4% pour 2021

Le FMI prévoit une croissance du PIB réel de +4 % en 2021 contre une estimation à +5,3 % en octobre dernier. Par comparaison, la croissance a été de -3,6 % au cours de l'année 2020. Les revenus de l'Etat devraient rester faibles en 2021, à 10,6 % du PIB contre 9,6 % du PIB en 2020. En ce qui concerne les dépenses, celles-ci pourraient stagner, à 21,2 % du PIB (contre 21,5 % en 2020). La dette publique est projetée à 105,4 % du PIB d'ici la fin de l'année contre une estimation à 100,1 % en 2020. Quant au déficit budgétaire, il devrait s'établir à -11,9 % du PIB en 2020 et à -10,5 % cette année. Le solde du compte courant de la balance des paiements devrait se dégrader à -2,3 % du PIB en 2021 contre -1,4 % l'an dernier.

Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL)

La CBSL a décidé le 7 avril de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ceux-ci demeurent donc à 4,5 % (SDFR) et 5,5 % (SLFR). Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste également inchangé, à 2 %. La CBSL réaffirme son souhait de maintenir une politique monétaire accommodante pour soutenir la reprise économique. Par ailleurs, elle note une expansion en février des prêts accordés au secteur privé (+7,8 %).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international